

le droit bourgeois existe toujours en ce qui concerne la distribution des moyens de consommation, mais, *résultant du caractère social de la production, « rien ne peut passer dans la propriété des individus, sauf les moyens de consommation individuels »*. Pourtant, il est clair qu'en Russie, si cette situation existait théoriquement à l'étape du communisme de guerre de la Révolution, ce n'est certainement pas le cas aujourd'hui. L'argent est, en Russie, quelque chose de plus qu'une simple mesure de valeur. *C'est quelque chose de plus que des moyens de consommation*. Pour remplir la fonction d'une simple mesure de travail fourni sous une certaine forme à la société, représentant une mesure des moyens de consommation qui peuvent être retirés comme paiement de cette contribution, un *certificat de travail* serait suffisant. L'argent pourrait être remplacé par un autre jeton (signe).

Pourtant, du fait de l'état arriéré de la technique, les Bolchevicks étaient obligés de maintenir les anciens rapports capitalistes également sur ce chapitre. Dans ses notes pour le projet de programme révisé du Parti bolchevik, Lénine parle de « Tout en n'abolissant pas temporairement l'argent... » Les Bolchevicks essayaient seulement d'imposer quelques mesures administratives pour empêcher que l'argent serve sous sa forme la plus vicieuse, celle du capital privé.

Dans les conditions de la société russe, l'argent reste de ce fait ce qu'il est dans la société capitaliste : « l'incarnation sociale du travail humain, la vraie mesure du travail, le moyen général de la circulation ». Tous les règlements administratifs qui ont été introduits ont déjà été — ou sont en train d'être — changés l'un après l'autre afin que l'argent puisse trouver son expression comme capital usurier. En Russie, l'argent qui n'est pas utilisé dans l'échange des moyens de consommation est accumulé par l'épargne. *L'épargne, déposée dans les banques d'Etat qui payent des intérêts de 2,5 %, les économies qui sont investies dans des bons d'Etat à 4 % ou plus sont quelque chose de plus que des moyens de consommation*. Ces économies sont du capital usurier, ou du capital « portant des intérêts ».

Nous ne parlons pas ici des quelques pauvres roubles que les ouvriers sont forcés d'économiser par ordre ou sous la pression de l'Etat; ces économies ont des caractéristiques semblables à celles des économies des ouvriers dans les pays capitalistes. Nous parlons des économies volontaires de la bureaucratie, des directeurs et techniciens, des intellectuels et des scientifiques, des éléments de la société soviétique qui gagnent 30, 40 et 50 fois plus que la moyenne des ouvriers. Ces économies à qui sont payées des intérêts extraits de la plus-value créée par les ouvriers fonctionnent comme capital portant des intérêts et introduisent un nouveau rapport social (de classe) qui n'existait pas dans le passé.

Une analyse complète des différentes formes des emprunts d'Etat est extrêmement intéressante mais ce n'est pas essentiel à cette discussion. Dans le but d'attirer ou de « ramasser » le plus possible d'argent liquide en « surplus » se trouvant dans les mains des ouvriers et qui ne peut être employé à l'achat de marchandises, l'Etat organise l'emprunt de la loterie. Habituellement ces

emprunts n'apportent pas d'intérêts. Ils opèrent comme un « pari mutuel » ; mais avec la différence que les tickets d'argent sont remboursables après un certain nombre d'années. Des prix d'immenses sommes d'argent vont aux détenteurs des tickets gagnants; ces prix sont tirés des intérêts qui proviendraient de tous les billets investis.

La « classe moyenne » et la « classe moyenne supérieure » (notez bien les guillemets, camarades, s.v.p.) se voient offrir des emprunts plus favorables pour leur argent. Les différents emprunts de l'Etat leur payent, en général, de plus hauts intérêts, que ceux payés dans les pays capitalistes développés par les bons d'Etat. Le président de la Lloyds Bank déclarait dans son rapport annuel, quelques années avant la déclaration de guerre, que ces bons russes sont parmi les plus stables et payant les plus hauts intérêts des bons émis par les gouvernements du monde entier. Il est intéressant de noter à ce propos, que plus le régime russe devenait stable, moins l'économie russe devenait une économie de crises, plus étaient bas les intérêts payés sur les emprunts d'argent — le *taux d'intérêt tombait* — comme il tombe dans les pays capitalistes.

Pourtant, ces questions qui se rappor-

tent au développement de ces aspects des rapports capitalistes n'ont pas besoin d'être soumises à un examen complet en ce qui concerne cette discussion ; malheureusement il n'est pas non plus possible de faire un examen complet étant donné l'absence presque totale de chiffres pour un certain nombre d'années.

Il est seulement nécessaire d'attirer l'attention des camarades sur le fait que « l'Etat bourgeois » — en tant que distributeur — commence maintenant à prendre des caractéristiques bourgeoises supplémentaires dans d'autres aspects de ses fonctions — comme *producteur*. Car ce policier ne protège pas seulement les privilèges et droits capitalistes dans la distribution, mais il protège également les rapports capitalistes grandissants — d'exploitation directe — dans la production ; et il a introduit toutes les lois nécessaires — les lois de l'épargne, des investissements, de l'héritage, etc., pour faire de cette protection une fonction parfaitement légale. *La différenciation sociale qui découle de la différenciation grandissante des salaires prépare les conditions d'une transformation de classe, même en ce qui concerne les derniers vestiges des conquêtes de 1917.*

CE QUI EST NOUVEAU

Le bureaucrate, comme bureaucrate, dont la vie dépend de sa position dans le processus de production ou de distribution et de ce fait de la division du travail remplit une autre fonction sociale que le bureaucrate comme investisseur en bons d'Etat. Dans le premier cas, celui du bureaucrate en tant que bureaucrate: sa fonction sociale et l'accès aux produits de consommation dépend *essentiellement* du contrôle politique de la machine d'Etat et de sa contribution au travail sous une forme ou une autre vis-à-vis de la société. Dans ce cas, la fonction parasite du bureaucrate, son manque de base économique stable est clair : il est embauché et débauché suivant les changements qui se produisent dans les rangs de la bureaucratie en général, et ne possède aucune garantie pour l'avenir — pour lui ou sa famille.

Mais avec le développement grandissant des *bureaucrates en tant qu'investisseurs*, a commencé un nouveau rapport (de classe) vis-à-vis des moyens de production. Une partie de sa vie ne dépend plus de sa position privilégiée dans la machine d'Etat ou de la distribution du travail, mais de l'argent investi, argent comme capital, et des intérêts que rapporte ce capital investi.

Dans la « Révolution Trahie » Trotsky écrivait :

« On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire ses revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate et le problème de sa descendance. Le culte tout récent de la famille soviétique n'est pas tombé du ciel. Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or, le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. »

La bureaucratie en tant que telle ne s'est pas transformée en une nouvelle

classe possédante. Dire qu'elle a fait cela n'est pas marxiste et n'a pas de base scientifique dans la mesure où le marxisme se base sur la division du travail et la possession de la propriété comme étant la base de classe. Mais il est clair que des rangs de la bureaucratie est sortie une nouvelle classe possédante qui : 1) a gagné une position absolument nouvelle et plus privilégiée par rapport aux moyens de la production et de la distribution des richesses nationales ; et 2) a consolidé ces nouveaux privilèges d'un caractère directement capitaliste et peut les passer à sa famille par le droit *bourgeois* du testament. Cet aspect de la dégénérescence n'a pas été suffisamment examiné par nous, et étant donné les nouvelles lois qui ont été introduites et légalisent l'héritage des investissements d'argent, il est clair que c'est là un problème auquel notre mouvement devra consacrer plus d'attention.

En attirant l'attention sur ce facteur comme sujet pour une analyse scientifique sérieuse et soumise à un examen constant, la résolution du Comité central est entièrement inspirée de l'esprit du mouvement marxiste tel qu'il a existé depuis un siècle.

Démontrer seulement les faits et les soumettre à l'analyse économique marxiste, c'est réfuter la négation non-marxiste de notre minorité que la classe ouvrière russe est économiquement exploitée par la bureaucratie.

Laissons notre minorité pleurer et gémir que mettre notre nez dans ce sujet, c'est commencer une nouvelle « révision ». Nous sommes loin d'avoir peur que la méthode marxiste soit si défectueuse que nous ne puissions examiner un phénomène si nouveau et *fondamentalement* important. Mais ne la laissons pas nier les faits. Ne la laissons pas réviser toutes les conceptions marxistes de l'économie parce qu'elle craint une telle analyse. Ces questions sont « tabou » pour elle, seulement parce qu'elle a avalé les phrases sans